La formation des droits de propriété dans les campagnes chinoises

The Formation of Property Rights in the Chinese Countryside

Wang Hansheng et Shen Jing

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8479>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8479

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2007

Pagination : 193-212

Référence électronique

Wang Hansheng et Shen Jing, « La formation des droits de propriété dans les campagnes chinoises », *Études rurales* [En ligne], 179 | 2007, mis en ligne le 01 janvier 2007, consulté le 11 février 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8479> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8479

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_179&ID_ARTICLE=ETRU_179_0193

La formation des droits de propriété dans les campagnes chinoises

par Wang HANSHENG et Shen JING

| Editions de l'EHESS | Études rurales

2007/01 - 179

ISSN 0014-2182 | pages 193 à 212

Pour citer cet article :

— Hansheng W. et Jing S., La formation des droits de propriété dans les campagnes chinoises, Études rurales 2007/01, 179, p. 193-212.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA FORMATION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ DANS LES CAMPAGNES CHINOISES

Wang Hansheng et Shen Jing

CE TEXTE est une tentative d'analyse sociologique d'un phénomène économique. À travers l'étude des modalités de mise à l'épreuve et de stabilisation de processus d'appropriation portant sur la récupération de fer dans un village chinois, nous nous proposons de montrer que si, pour les économistes, traditionnellement, le droit de propriété est défini par le rapport qui s'établit entre des individus et des biens, pour les sociologues, ce droit naît des échanges qui se produisent entre les acteurs concernés et de ce que ces acteurs reconnaissent certaines formes d'appropriation comme plus justes, ou plus acceptables, que d'autres. Ce processus est à la fois en équilibre et dynamique.

En équilibre, parce que les différentes parties qui œuvrent à la définition des droits de propriété fondent le système et ses ajustements sur le sens partagé, attribué aux situations rencontrées. Et dynamique, parce que la manière dont les acteurs appréhendent ces situations étant en constante évolution, cet accord est sans cesse rompu, remanié, contribuant à la formation de nouveaux dispositifs.

Nous traiterons ici d'une affaire de récupération de ferraille consécutive à un réaménagement des terres dans le village de PL, administré par la

ville de J, dans la province du Sichuan, située à l'ouest de la Chine.

À l'été 1994, l'État ayant décidé d'établir une ligne de chemin de fer à deux voies pour relier Baoji à Chengdu, et le gouvernement municipal ayant, dans la foulée, résolu de construire une gare de voyageurs qui abriterait les locaux de divers services annexes, tels ceux de l'entretien des machines et des rames¹, 300 *mu*² du village de PL furent réquisitionnés.

La première étape, dans la réalisation des travaux, consista à apporter des scories d'une aciérie voisine pour stabiliser le terrain. En fait, ces riblons n'avaient rien d'inutilisables : on pouvait même les considérer comme une mine imprévue d'acier et de fer récupérables. De là est née l'histoire du ramassage du fer par l'équipe de production³ n° 6 de PL.

1. Ces deux services sont des unités de travail subordonnées au Bureau des chemins de fer.

2. 1 *mu* équivaut à 1/15^e d'hectare, soit 666 m².

3. Le mot « équipe de production » désigne l'unité de base des communes populaires. Lorsque celles-ci ont été démantelées au début des années 1980, les équipes de production, constituant un hameau ou un quartier de village, ont disparu et sont devenues des « petits groupes paysans ». Les paysans chinois continuent cependant à utiliser la terminologie ancienne, un usage que nous respectons ici car il ancre bien les débats actuels en milieu rural dans le système de propriété collective mis en place en 1958 avec la création des communes populaires et jamais démenti depuis : au début des années 1980, les unités collectives d'organisation du travail et de distribution des ressources ont disparu (communes populaires, brigades et équipes de production), mais les terres arables sont demeurées la propriété de la collectivité ; seul un droit d'usage sur ces terres collectives a alors été attribué aux foyers.

Dans les lignes qui suivent, nous verrons comment ces rebuts, à l'origine dépourvus de la moindre valeur, sont peu à peu devenus un bien précieux que l'on s'est disputé ; nous évoquerons les différents principes que les acteurs ont invoqués pour défendre leurs droits de propriété et décrirons les alliances qu'ils ont contractées pour contrer leurs adversaires ; nous présenterons, enfin, l'accord qui, au terme d'un long processus, a abouti à la reconnaissance de droits de propriété acceptés par tous.

Il convient de noter que ce processus d'appropriation est représentatif de ce qui se passe aujourd'hui dans l'ensemble des campagnes chinoises.

Naissance d'un problème de propriété

Les économistes notent qu'il n'existe aucun rapport de propriété dans le cas d'un produit sans valeur matérielle. Dès qu'il y a valeur économique, en revanche, le droit de propriété apparaît, fondé sur la reconnaissance des droits détenus sur le produit, une reconnaissance non seulement protégée par le système légal de l'État mais également soutenue par la coutume, les valeurs et l'idéologie [Alchian 1965 ; Alchian et Demsetz 1973 ; Dahlman 1980 ; North 1992]. La genèse de notre affaire en est une excellente illustration.

D'un point de vue extérieur, la superficie saisie (300 *mu*) semble excessive au regard du projet développé, et telle sera l'opinion des habitants de PL, lesquels, à la suite d'une série de cessions, verront la surface de leurs terres décroître de 2 300 *mu* en 1978 à 500 *mu* aujourd'hui.

Nous n'évoquerons pas ici les étapes de ce mouvement d'expropriation depuis 1978 ni les

espoirs puis les déceptions qu'il a suscités. Signalons simplement, dans l'affaire qui nous occupe, que 140 des 300 *mu* réquisitionnés représentent la totalité des terres cultivables de l'équipe de production n° 5 de PL. Les membres de cette équipe se sont donc vu attribuer le statut de citadins et ont rejoint le comité des résidents (instance de gestion la plus basse en milieu urbain) créé par l'équipe de production n° 4 du village lorsque cette dernière avait, elle aussi, été dépossédée de tous ses biens, quelques années auparavant. De plus, 160 des 210 *mu* de l'équipe n° 6 ont été réquisitionnés. En échange, deux types de compensations ont été offerts aux membres de l'équipe qui ont perdu leurs terres. Tout d'abord, ils ont acquis un livret de résidence non agricole, les autorisant en théorie à jouir des mêmes droits que les citadins. En outre, une indemnité de 10 000 yuans par *mu* a été proposée à ces foyers, qu'ils devaient néanmoins utiliser comme suit : 1 000 yuans devaient être réservés aux frais administratifs liés à la transformation du livret de résidence, 3 000 yuans devaient être dépensés pour l'achat d'une assurance qui devait permettre le versement ultérieur d'une pension de retraite, le reste pouvant être utilisé à leur guise par les anciens paysans. Sous la pression des villageois, cette somme passera à 12 000 yuans par *mu*, et les frais administratifs seront abandonnés.

Cette réquisition acquise, des scories d'une aciérie voisine furent déposées sur les parcelles cédées avant d'effectuer les travaux. Tant que personne ne prenait conscience de la valeur potentielle de ces déchets, nul ne se dressait pour réclamer un droit de propriété sur ces morceaux de ferraille. Sous l'impulsion du

gouvernement municipal, le chef du village avait signé l'acte de vente des terres arables des équipes n° 5 et 6 au Bureau des chemins de fer, et ledit Bureau avait fait appel aux services locaux du bâtiment pour entreprendre la construction de la gare. Mais aucun ouvrier ne s'étant encore présenté sur les lieux, le tas de ferraille se trouvait, tout naturellement, à l'abandon, sur « l'espace commun » [Demsetz 1988], et personne ne s'en souciait.

Le premier à réaliser qu'il y avait peut-être là quelque chose à exploiter et que ces riblons pouvaient être récupérés et vendus contre des espèces sonnantes n'appartenait pas à l'élite clairvoyante et sagace du village. C'était un petit voyou, surnommé « le Malicieux », qui n'avait jamais occupé d'emploi régulier. Dès que celui-ci a compris qu'il y avait une occasion à saisir, la propriété de ce qu'il a très vite appelé son « champ de fer » a fait l'objet d'une première définition.

Après avoir exposé au comité villageois son projet de récupération et de revente des scories, il a signé avec son chef un accord par lequel il s'engageait, au cas où il ferait des bénéfices, à verser des indemnités de compensation reconnaissant l'existence de liens, aussi flous soient-ils, entre ces scories et l'équipe autrefois propriétaire de ces terres.

Et c'est ainsi, le plus aisément du monde, qu'il a obtenu le droit de ramasser la ferraille. Comme nous l'avons mentionné plus haut, ce métal ne représentait alors qu'un tas dénué de valeur et abandonné en territoire public ; aussi l'attribution au « Malicieux » de ce droit ne rencontra-t-elle aucune opposition.

À cela, il y a une autre raison, qui tient à la nature même des équipes de production dans la

province du Sichuan. Contrairement à celles des campagnes de la Chine du Nord, dans la province du Sichuan ces équipes constituaient une unité budgétaire indépendante. C'était donc à elles, et à elles seules, de décider des questions de droit de propriété. Or, pour un paysan, le patrimoine le plus important demeure la terre.

Une grosse partie des terres arables de l'équipe n° 6 avait été vendue. Ces terres relevaient donc, contractuellement, d'une autre entité. Pourtant, tant que le nouveau propriétaire – le Bureau des chemins de fer – ne se manifestait pas, les paysans de l'équipe considéraient que ces terres leur appartenaient toujours. Tant et si bien que, lorsque nous avons rencontré les membres des autres équipes du village de PL et leur avons demandé pourquoi ils n'avaient pas eu l'idée d'organiser le ramassage des déchets, ils nous ont répondu :

On n'allait pas aller chez eux voler leur argent... Cette ferraille était sur leurs terres... Comment aurait-on pu ?⁴

Aussi, lorsque « le Malicieux » a, en tant que membre de l'équipe n° 6, exprimé le désir de ramasser les riblons dans des champs ayant appartenu naguère à son équipe, tout le monde a trouvé sa requête juste et raisonnable, et elle a été acceptée sans que personne n'émette la moindre objection. L'appartenance du paysan à l'origine de cette initiative au groupe autrefois propriétaire de ces terres a donc joué un rôle dans la reconnaissance de cette première appropriation.

4. Entretien avec Li Jinyi, équipe n° 5, 16 août 2003, cité in « Notes sur les investigations à PL », du même auteur.

Après avoir obtenu la permission de récupérer la ferraille, « le Malicieux » a contacté 4 camarades « qui pensaient comme [lui] ». Il les a nommés actionnaires dans cette entreprise en échange d'un investissement de 200 yuans chacun, et les 5 partenaires se sont mis au travail.

Toutefois il n'était pas question pour eux d'effectuer la tâche physique du ramassage. Grâce à leur vaste réseau de relations, ils ont fait circuler l'information : il y avait du fer à collecter sur les terres de l'équipe n° 6. La main-d'œuvre, payée 5/100^e de yuan la livre, a afflué pour effectuer la récolte que les 5 compagnons ont ensuite revendue au prix fort⁵ à un acheteur plus important.

Le processus d'appropriation en cours avait donc fait l'objet d'un premier ajustement : « le Malicieux » n'ayant pas la capacité de trier seul le métal, il lui avait fallu trouver des associés pour partager le coût et les risques de l'entreprise. En leur vendant des actions pour 200 yuans, il instituait, de fait, une équipe de 5 récupérateurs, et ses 4 partenaires entraient en possession des mêmes droits que lui.

On a ainsi assisté à un processus d'élargissement des droits de propriété reconnus, aussi flous soient-ils, grâce au principe de la « société par actions », un principe ayant une tradition bien établie dans les campagnes chinoises.

Le fait que la petite équipe ait effectivement réussi à vendre son premier stock de fer 1/5^e de yuan la livre a attiré l'attention de toute l'équipe de production n° 6. Les uns après les autres, ceux qui étaient en bons termes avec les 5 actionnaires ont voulu les rejoindre. Au départ, il leur en a coûté 500 yuans chacun, mais, lorsque les associés se sont retrouvés au

nombre de 9, le prix de l'action est monté à 1 000 yuans.

Ainsi, au fur et à mesure que la compréhension que les gens avaient du travail de récupération se modifiait, autrement dit, au fur et à mesure qu'ils prenaient conscience de la valeur des scories, le coût de l'accès au droit de propriété ne cessait d'augmenter. Il était fixé non pas par l'ensemble de l'équipe mais par celui auquel avait été accordé le droit de récupérer la ferraille : estimé à 200 yuans lorsque « le Malicieux » avait pris l'initiative d'organiser la collecte, il était d'un coup passé à 1 000 yuans.

Principe du marché et principe du droit de propriété collectif

Dans un premier temps, le succès de la vente et l'élargissement du groupe des actionnaires a eu un effet stimulant, aussi bien sur les observateurs que sur les participants. De plus en plus nombreux étaient les membres de l'équipe, restés en dehors de l'entreprise, qui prenaient conscience du fait que cette activité, considérée jusqu'alors comme un travail de chiffonnier, était rentable. Ainsi que le disait « le Malicieux » :

Maintenant que le champ de fer est à nous, je veux bien être pendu si on y gagne pas des centaines de milliers de yuans !⁶

5. Autant que « le Malicieux » s'en souviennent, au début, la qualité était excellente et il a pu obtenir jusqu'à 1/2 yuan la livre. Le prix de revente moyen a été, en fin de parcours, d'environ 15/100^e de yuan, mais le salaire des collecteurs est toujours resté fixé à 5/100^e de yuan la livre.

6. « Enregistrements à PL », cassette n° 11, Li Jinyi, équipe n° 5, 10 août 2003.

Nous avons signalé plus haut qu'au départ le « champ de fer » était abandonné en territoire commun, sans propriétaire clairement identifié. Cela ne signifie pas pour autant que n'importe qui pouvait le réclamer et s'en attribuer la propriété. Dans la réalité, l'équipe n° 6 en était le propriétaire unanimement reconnu.

On voit ainsi à quel point les usages et les principes traditionnels influent sur la reconnaissance du droit de propriété : même si les terres ne faisaient plus partie nominalement des possessions de l'équipe, tant que le nouveau propriétaire n'était pas présent sur les lieux, personne n'avait de doute quant aux droits afférents à tout bénéfice réalisé sur ces terres.

On peut donc considérer qu'à l'origine, le droit de propriété du « champ de fer » était localement interprété comme revenant, du point de vue des villageois, aux membres de l'équipe n° 6. Mais comme ceux-ci ne virent dans ce tas qu'une « décharge inutile », le chef du comité villageois put signer avec « le Malicieux » le contrat qui l'autorisait à récupérer les riblons et à en disposer comme il le souhaitait. C'est donc avec l'accord tacite des autres membres de l'équipe que ce droit, qui appartenait au départ à tous, lui avait été transféré, à lui, et à personne d'autre.

Mais la situation a évolué. Après le succès remporté par la première vente, les paysans de l'équipe ont réalisé qu'il y avait là une opportunité de s'enrichir durablement et sans grands risques. Ce changement dans leur manière d'appréhender les choses a suscité la nécessité de redéfinir les droits sur ce « champ de fer ». Les membres de l'équipe désireux de participer à l'entreprise étaient de plus en plus nombreux. Avec de bonnes raisons :

Le village a donné l'autorisation [de ramasser le fer] au « Malicieux » parce qu'il appartient à l'équipe n° 6. Tout comme nous. Alors, pourquoi il en profiterait tout seul ?⁷

Bien évidemment, les entrepreneurs de la première heure n'avaient pas envie que d'autres s'immiscent dans leur affaire. Lorsque « le Malicieux » s'était lancé dans l'aventure, celle-ci présentait certaines inconnues : le coût – capital à réunir et risques encourus – et le choix du canal pour la revente. Mais, depuis que le groupe s'était élargi jusqu'à compter 9 associés, et après le succès de la première vente, ces deux questions ne se posaient plus : on ne se trouvait plus dans la phase de l'investissement à risques mais dans celle des bénéfices.

Une augmentation du nombre des participants ne pouvait signifier qu'une réduction équivalente du bénéfice individuel. Soulignons qu'il ne s'agissait pas là d'une entreprise de production où, plus on investit dans la force de travail plus on crée de la valeur. Quand le bénéfice réalisable est fixe, comme c'était le cas avec une ferraille en quantité limitée, en accorder la jouissance à une personne supplémentaire revenait obligatoirement à diminuer la part des autres. En conséquence, le groupe des actionnaires a invoqué le principe du risque propre à une économie de marché, comme l'exprime Li Dai-zhuan dans cet extrait d'enregistrement :

Qu'est-ce que vous faisiez avant ? Quand on a commencé à ramasser, vous étiez assis à nous regarder. Si on n'avait pas

7. « Enregistrements à PL », cassette n° 11, Feng Simei, équipe n° 6, 11 août 2003.

gagné d'argent, ça vous aurait fait ni chaud ni froid, mais, maintenant qu'on en gagne, vous voulez en être. Mais ceux qui ont pris les risques, c'est nous⁸.

Mais ce principe, bien connu des sociétés à économie de marché, ne jouissait que d'une faible légitimité dans la société rurale chinoise. Les paysans étaient passés successivement du régime, de la première moitié du XX^e siècle, fondé sur une hiérarchie de propriétaires fonciers, agriculteurs et ouvriers agricoles, au régime des petits propriétaires de la réforme agraire, sous lequel la terre appartenait à celui qui la cultivait, pour passer enfin à la collectivisation et à la répartition égalitaire des biens et des revenus issues du mouvement des communes populaires.

Quand l'expérience historique a été aussi changeante et complexe, la notion de moralité mais aussi le sens que l'on donne aux biens et aux ressources ne peuvent être que vagues et brouillés, un sujet que nous n'aborderons pas ici faute d'espace. Notons simplement que, du fait des influences conjuguées de l'histoire et de la réalité présente, le principe selon lequel, dans les anciennes équipes ou brigades de production, « chacun [avait] sa part des droits collectifs détenus sur les ressources locales, et les opportunités [devaient] donc être partagées de façon équitable », est un critère qui demeure fondamental jusqu'à aujourd'hui. Il repose sur le système de propriété collective mis en place dans les années 1950 et jamais officiellement renié. C'est pourquoi, en regard du principe de l'égalité des droits sur les ressources locales que possédaient les membres de l'équipe n° 6, celui du risque évoqué par « le Malicieux » et ses complices apparaissait secondaire.

Dans la plupart des cas, il aurait dû s'ensuivre une participation de l'ensemble de la communauté à cette entreprise de récupération collective. Mais l'étude de cet exemple spécifique nous apprend que les processus d'appropriation sont complexes et prennent appui à la fois sur les principes valides et sur les rapports de force en présence.

Le groupe des 9, constitué par « le Malicieux », était composé de fameux trublions. On nous les a souvent dépeints comme des bons à rien, des bagarreurs. Aussi, les autres membres de l'équipe, bien que se sachant légitimés à le faire, n'ont pas osé les défier directement et se lancer dans une épreuve de force avec eux. Quand « le Malicieux » et ses associés ont refusé de les laisser participer, ils n'ont pas imaginé d'autre recours que de faire appel aux autorités supérieures, c'est-à-dire à celles du village. Et comme, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, le principe de l'égalité en droit sur les ressources collectives est un principe fondamental auquel nul ne saurait se comparer, les dirigeants du village ont pris le parti de la majorité, faisant pression sur le groupe des actionnaires pour exiger des concessions.

Ils les ont obtenues. Mais lorsqu'il évoque les raisons qui l'ont incité à céder devant ces pressions, « le Malicieux » ne fait pas grand cas des fonctionnaires :

Le travail des cadres, bien sûr, c'est une chose. « Le peuple ne lutte pas contre les fonctionnaires », comme on dit, et on est

8. « Enregistrements à PL », cassette n° 27, Li Daizhuan, équipe n° 6, 26 août 2003.

bien obligés de s'y faire. Mais, pour dire les choses comme elles sont, quand des gens comme nous s'énervent, cadre ou pas, celui qui nous cherche à qu'à bien se tenir. La pression, elle venait surtout des voisins... Avec quelqu'un, n'importe qui, je peux me fâcher, me battre, mais là, ils étaient si nombreux, et pour une bricole pareille, j'allais pas me brouiller avec eux, et avec des voisins en particulier. Qu'est-ce que j'y aurais gagné ? Quelques dizaines de milliers de yuans, mettons 100 000. Faut pas oublier que le reste de mes jours, c'est ici que je vais le passer ! J'allais pas me mettre tout le monde à dos !⁹

L'argument invoqué ici exerce une influence considérable sur le comportement des membres de la société rurale : c'est le principe du respect des « sentiments humains » (*ren-qing*). Beaucoup de travaux de référence ont porté sur ces attentes spécifiques qui orientent les échanges, au sein de la société chinoise, envers ceux que l'on côtoie, proches ou lointains [Hwang 1992 ; King 1994]. Dans la société rurale, les « sentiments humains » que l'on doit à autrui et la volonté de « ne pas perdre la face » sont des critères fondamentaux qui déterminent la conduite des individus. Les 9 partenaires auraient certes pu recourir à la violence pour préserver le monopole acquis, mais le prix à payer sur le plan des « sentiments humains », qui incluait l'instauration de relations hostiles avec autrui, aurait été tel qu'ils ont préféré renoncer au bénéfice économique envisagé. Même l'individu le plus en position de force ne saurait supporter le coût social d'un ostracisme systématique de la part de ceux avec qui il cohabite.

Dans ce différend qui a opposé les membres de l'équipe n° 6 au groupe des 9, les premiers avaient donc, pour eux, les droits que leur conférait le système de propriété collective issu du mouvement de collectivisation ainsi que le soutien des officiels ; les seconds mettaient en avant les risques qu'ils avaient pris tout en étant liés par les obligations sociales qu'appelle le respect. Les premiers l'ont emporté, mais, en raison du potentiel de violence des seconds, ils ont dû faire des concessions : « le Malicieux » et ses complices ont été obligés de prendre d'autres associés, certes, mais le prix de l'action est brusquement monté à 5 000 yuans.

Vous voulez gagner de l'argent, très bien. Mais il faut compenser les risques que nous avons pris au début. Parce qu'à cette époque, si on avait eu des problèmes, on aurait pu appeler ou supplier, vous n'auriez pas levé le petit doigt. Maintenant vous voulez nous rejoindre et en profiter. C'est nous qui avons monté l'entreprise. Vous, vous venez maintenant qu'y a plus rien à craindre. Ça s'appelle une prime de risques, et c'est en la payant que vous deviendrez actionnaires associés¹⁰.

Dans les zones rurales du Sichuan, qui, en 1994, ne pratiquaient que la culture céréalière, 5 000 yuans équivalaient à cinq ans de revenus d'une famille de paysans. Les membres de l'équipe ont, bien sûr, été extrêmement mécontents de cette condition :

9. « Enregistrements à PL », cassette n° 24, « le Malicieux », équipe n° 6, 25 août 2003.

10. « Enregistrements à PL », cassette n° 22B, « le Malicieux », équipe n° 6, 25 août 2003.

Eux, au début, quand ils sont devenus actionnaires, ça ne leur a coûté que 200 yuans ; après c'est passé à 500, puis à 1 000 ; et maintenant que c'est notre tour, ils demandent 5 000 : ils n'ont vraiment pas de cœur !¹¹

Une fois encore, notre interviewé met l'accent sur le principe d'égalité en droit. Il est vrai cependant que la récupération des métaux était une entreprise à laquelle personne ne s'était essayé auparavant. Les premiers actionnaires avaient donc été des innovateurs. Ils avaient assumé deux coûts différents : le coût à payer pour transgresser les usages sociaux en effectuant un travail jugé indigne¹², et un investissement de départ¹³ dont nul ne pouvait prédire l'issue. Aussi, bien évidemment, aux yeux de ceux qui avaient démarré cette activité, ceux qui n'avaient pas vécu cette phase dite créatrice n'étaient pas qualifiés pour jouir des bénéfices.

Le principe de la « prise de risques » se révélant incapable de rivaliser avec celui de « l'égalité en droit », la suprématie en matière de violence qu'exerçaient les premiers actionnaires est devenue un atout dans la négociation pour imposer un droit d'accès élevé. Plutôt que de dire aux autres membres de l'équipe qu'on les prenait pour associés s'ils déboursaient 5 000 yuans, il aurait probablement mieux valu reconnaître qu'il s'agissait là d'une compensation accordée aux premiers actionnaires en considération des risques qu'ils avaient encourus et de la perte de bénéfices qu'ils allaient subir. Dans les faits, il en fut ainsi. Les nouveaux venus n'ont jamais été en mesure d'occuper des postes de décideurs stratégiques à l'intérieur du collectif, même si, pour parler en termes de chiffres, leur quote-part d'actions était, de loin, supérieure

à celle des 9 pionniers qui n'avaient investi que quelques centaines de yuans. Le capital considérable que les nouveaux venus ont apporté n'a jamais été investi dans l'entreprise mais a été réparti de manière égalitaire sous forme de primes entre les membres les plus anciens.

D'un côté, le groupe des 9 a donc reconnu aux autres membres de l'équipe n° 6 le droit de s'approprier les riblons qui restaient (« S'ils peuvent payer, ils sont les bienvenus »¹⁴) ; de l'autre côté, ceux qui ne reconnaissaient pas le principe de la prise de risques étaient démunis face à ces individus toujours prêts à en découdre et qui exigeaient un droit d'entrée aussi élevé. Il n'y avait qu'une solution : tenter de s'arranger avec eux, faire traîner les choses et attendre le moment où, du fait d'un investissement trop lourd, ils auraient un problème de fonds pouvant laisser espérer une réduction des tarifs. Li Daizhuan ne partageait pas cet optimisme :

Il y avait peu de chance qu'une telle situation se produise : comme ils avaient un revenu stable, ils n'avaient qu'à emprunter et à rembourser plus tard

11. « Enregistrements à PL », cassette n° 21, Li Fangqun, équipe n° 6, 24 août 2003.

12. « Ça intéressait personne au départ. On nous disait que c'était un travail de chiffonnier et on se moquait de nous. » (« Enregistrements à PL », cassette n° 22B, « le Malicieux », équipe n° 6, 25 août 2003).

13. Investissement qui ne s'est pas limité à son aspect financier : les fondateurs ont dû s'investir dans une phase de mise en route pour arriver à faire fonctionner l'entreprise de manière régulière.

14. « Enregistrements à PL », cassette n° 22B, « le Malicieux », équipe n° 6, 24 août 2003.

moyennant intérêts. Ça ne leur aurait pas fait peur. Même si pour, mettons 10 000 yuans, les intérêts s'élevaient à 100 yuans par jour, ils y auraient encore gagné puisqu'ils faisaient le double en bénéfice. En plus, le père de « Tian le Quatrième » [un membre du groupe des 9] est cadre et, au village, il a qu'à lever le petit doigt pour emprunter des centaines de milliers de yuans. Tout le monde y a pensé : d'un côté, les gens se disaient qu'ils paieraient pas, qu'ils donneraient pas cet argent ; de l'autre, on savait bien qu'il fallait pas compter sur une baisse des tarifs¹⁵.

En conséquence de quoi, Li Daizhuan a fait l'effort de réunir les 5 000 yuans lui permettant d'être admis dans le cercle des actionnaires. Pour ceux qui espéraient une baisse des tarifs, le coup fut dur. Le geste de Li Daizhuan signifiait la reconnaissance du principe d'un versement de 5 000 yuans, et il n'y avait plus moyen de négocier. Le ramassage s'effectuant, par ailleurs, avec ardeur au quotidien, il aurait été vain d'attendre une réduction. Alors, tout en maudissant Li Daizhuan pour sa trahison, les foyers intéressés ont trouvé l'argent requis. Le collectif de récupération du fer est alors passé de 8 à 18 actionnaires.

Ces gens qui, du fait de leur manque de perspicacité, avaient abandonné leurs droits à des individus comme « le Malicieux » devaient donc, à présent, pour en récupérer une partie, payer le prix fort. Bien sûr, à part Li Daizhuan, les 9 derniers actionnaires n'avaient agi qu'à contrecœur, mais le fait qu'ils aient investi une telle somme montre qu'ils reconnaissaient, malgré tout, les droits qui s'étaient imposés de façon progressive dans le jeu des initiatives individuelles et des interactions.

Les ajustements entre les deux factions ont abouti à un accord proposant un aménagement du processus d'appropriation jusque-là reconnu : à la condition d'investir 5 000 yuans, tous les membres de l'équipe n° 6 avaient désormais la possibilité de participer à la collecte du fer.

La compétition entre foyers et la redéfinition du droit de propriété

Cet arrangement n'avait été approuvé que par une minorité de foyers de l'équipe – ceux qui avaient les moyens d'investir –, et il ne faisait donc pas l'unanimité. De fait, 5 000 yuans représentaient alors une somme importante. La plupart des familles étant dans l'incapacité de rassembler cette somme, le système mis en œuvre était voué à l'échec et allait immanquablement faire l'objet de nouvelles discussions et négociations.

Les nouveaux actionnaires, ceux qui venaient de payer leur droit d'entrée 5 000 yuans, n'ignoraient évidemment pas que la majorité du village désapprouvait leur engagement, mais un revirement de situation s'était produit du fait de leur nouveau positionnement : l'ampleur de l'investissement consenti leur faisait oublier l'égalité en droit des membres de l'équipe qui ne participaient pas encore à l'entreprise, et qu'ils avaient pourtant auparavant si ardemment défendue ; désormais ils invoquaient le principe des coûts et profits issu de l'économie de marché. Comme le prouvent ces mots de Li Daizhuan :

15. « Enregistrements à PL », cassette n° 24, Li Daizhuan, équipe n° 6, 26 août 2003.

Bien sûr, personne ne voulait davantage d'actionnaires. Les vauriens s'étaient partagé notre argent : il fallait le récupérer au plus vite. J'avais investi 5 000 yuans qui semblaient s'être évaporés¹⁶.

Ces derniers entrants avaient payé un prix tellement exorbitant qu'ils s'opposaient avec encore plus de ferveur que le groupe des 9 à de nouvelles intégrations. Comme toutes les familles un peu influentes de la région participaient désormais à la collecte, épaulées, qui plus est, par des individus que tout le monde redoutait, les membres de ces familles s'imaginaient ne pas avoir à tenir compte des voix qui s'élevaient pour protester : les autres foyers de l'équipe resteraient sur la touche tandis qu'eux-mêmes verraient leurs ressources s'accroître.

Dans les faits, ces foyers qui n'avaient pas les moyens d'investir 5 000 yuans s'étaient organisés pour acheter une balance et s'approprièrent à ramasser, eux aussi, les riblons. Deng Jiasu, qui avait pris la tête du mouvement, disait :

Le champ de fer est tellement grand que vous pouvez travailler de votre côté, et nous du nôtre : c'est sans rapport¹⁷.

Mais, pour les dix nouveaux actionnaires, il y avait un rapport, et de taille :

On venait juste de lâcher 5 000 yuans dont on craignait de plus voir la couleur, et voilà que, par-dessus le marché, les autres débarquaient pour semer la pagaille. Quand est-ce qu'on allait récupérer notre argent ?¹⁸

Ces mots de Tian Taixin reflètent parfaitement l'état d'esprit de ces derniers entrants. Cependant, eux aussi étaient des villageois comme les autres : ils ne pouvaient ni ne voulaient intervenir en personne ou entrer en conflit avec leurs voisins. Ils ne pouvaient pas, parce qu'étant tous des gens très ordinaires, ils étaient de puissance équivalente. Ils ne voulaient pas, en raison des « sentiments humains » et des critères du respect dont nous avons déjà parlé. S'entredéchirer à l'intérieur d'une communauté où chacun était censé apporter aide et protection à son voisin avait un coût que personne n'était décidé à payer.

Poussés à intervenir, « le Malicieux » et ses premiers associés, qui venaient juste d'accepter le capital investi par les nouveaux venus, auraient eu mauvaise grâce à rester les bras ballants : ils sont allés « régler les comptes », comme ils devaient l'expliquer plus tard à Deng Jiasu et ses amis, en cassant la balance des « concurrents » en mille morceaux. Les villageois qui n'avaient pas encore intégré le groupe ont alors compris qu'il était impossible de monter une nouvelle affaire sur le « champ de fer ».

Ayant remporté la première manche, les dix nouveaux actionnaires estimaient, non sans satisfaction, que l'acte de violence dont les voyous s'étaient montrés capables avait suffi

16. « Enregistrements à PL », cassette n° 27, Li Dai-zhuan, équipe n° 6, 26 août 2003.

17. « Enregistrements à PL », cassette n° 16, Deng Jiasu, équipe n° 6, 21 août 2003.

18. « Enregistrements à PL », cassette n° 5, Tian Taixin, équipe n° 6, 7 août 2003.

à intimider le reste de l'équipe et que, désormais, ils auraient tout loisir de récupérer la ferraille et de s'enrichir sans réserve :

En fait, tous les gens qui comptaient, ceux qui avaient du prestige, faisaient partie du groupe. Les autres, ceux qui restaient sur la touche, c'était du menu fretin : on avait pas à s'en soucier. S'ils voulaient se joindre à nous, c'était 5 000 yuans. On se disait que, de toute façon, ils n'oseraient pas s'installer à côté de nous, et même s'ils osaient, s'il fallait se battre, on avait pas peur¹⁹.

Mais, face à la possibilité de réaliser un énorme profit, qui aurait baissé les bras ? Non seulement la destruction de la balance n'avait pas fait reculer les villageois mais elle avait, au contraire, déclenché la colère de tous ceux qui ne participaient pas à l'affaire. Menés par Deng Jiasu, ils sont allés réclamer à tour de rôle le soutien impartial du chef de l'équipe de production mais aussi des autorités du village et du bourg. C'est le moment qu'ont choisi « le Malicieux » et ses associés pour changer d'attitude. Les 9 premiers partenaires ont, en effet, soudain revu leurs exigences et cessé de défendre avec la même opiniâtreté leur monopole. L'explication est aisée : ayant investi des sommes allant de 200 à 1 000 yuans, chacun d'entre eux avait plusieurs fois décuplé sa mise initiale grâce aux premières ventes et au partage des actions des derniers venus.

Prenons l'exemple du « Malicieux » qui s'est retiré de l'affaire à ce moment-là. Sans même considérer ce qu'il avait touché de la vente de la ferraille, il a reçu, lors de son départ, un dividende de plus de 10 000 yuans, ce qui représentait un bénéfice correspondant à

plus de cinquante fois l'investissement initial. Il en allait de même pour les autres fondateurs. Pour eux, soumis, de surcroît, à de violentes pressions de la part de l'ensemble de l'équipe, le meilleur moment pour réaliser des bénéfices était passé. S'ils avaient persisté dans leur refus de laisser les autres villageois s'associer à l'entreprise, il leur aurait fallu se couper de l'équipe dans son entier, un coût qui aurait fini par entraîner plus de pertes que de profits. Comme le soulignait « le Malicieux » :

C'est ici que j'allais passer le reste de mes jours... J'allais pas me mettre tout le monde à dos pour un peu d'argent²⁰.

C'est pour « ne pas se mettre tout le monde à dos » que le groupe des 9 s'est retiré de la dispute. Quant à leurs associés plus récents, avec le départ de ces éléments bagarreurs ils perdaient un avantage de taille dans la querelle qui les opposait au gros de l'équipe.

À ce stade de l'affaire, on distinguait donc trois positionnements. Premièrement, celui du « Malicieux » et de ses amis, qui s'étaient déjà considérablement enrichis au regard des revenus de la région, et pour qui les « sentiments humains » étaient devenus la préoccupation première. Deuxièmement, celui des dix foyers de nouveaux actionnaires, qui avaient déboursé 5 000 yuans chacun, et dont le principal souci était de rentrer dans leurs frais. Troisièmement, tous ceux qui, jusqu'ici, avaient été

19. « Enregistrements à PL », cassette n° 16, Deng Jiasu, équipe n° 6, 21 août 2003.

20. « Enregistrements à PL », cassette n° 26, « le Malicieux », équipe n° 6, 20 août 2003.

tenus à l'écart et qui, considérant que tous les membres du groupe étaient égaux et que tous les bénéfices devaient être équitablement partagés, ne pouvaient rester assis à regarder la minorité s'enrichir sous leurs yeux.

Au bout de quinze jours durant lesquels chacun est resté campé sur ses positions, les différentes parties sont parvenues à un accord : le fer récupéré à ce jour serait vendu, et le bénéfice réparti de manière égale entre les 18 actionnaires, mais le droit de collecter ceserait d'être un monopole.

Après un long détour, les droits détenus sur le « champ de fer » semblaient ainsi revenir à leur point d'origine, à savoir semblaient revenir à l'équipe de production n° 6 dans son ensemble. Toutefois, après avoir obtenu ce qu'ils réclamaient, les villageois ont découvert que, privés de la direction des 18 actionnaires initiaux, ils n'étaient pas capables d'organiser le ramassage et la vente du fer de manière satisfaisante. En conséquence, certains ont proposé de faire exploiter le « champ de fer » à forfait et de lancer un appel d'offres, étant entendu que le bénéfice serait partagé entre tous les membres de l'équipe.

Li Daizhuan analyse ainsi les raisonnements des uns et des autres :

Ceux qui parlaient de lancer un appel d'offres, de confier l'exploitation du champ après enchères à une famille, c'était, bien sûr, des gens qui avaient jamais participé à l'affaire. Ils n'avaient pas les 5 000 yuans, ou pas envie de les sortir, ou pas la force de travailler : ils étaient vieux, malades ou handicapés. Et ils criaient bien fort que les riches n'avaient qu'à acheter le forfait d'exploitation²¹.

À nouveau, l'équipe de production était divisée en trois groupes : les familles pauvres, qui n'avaient ni l'envie ni la capacité de se lancer dans le travail de récupération ; les riches, qui avaient les moyens d'acheter le forfait ; et, enfin, la majorité, qui n'était pas à même d'assumer le forfait mais qui était désireuse de participer à cette activité. Si les premières avaient émis l'idée du forfait, c'est parce que, dans l'incapacité de prendre une part active à l'entreprise, elles tenaient néanmoins à recevoir une part des bénéfices potentiels. Quant aux familles, minoritaires, qui avaient les moyens de participer à l'appel d'offres, elles avaient, bien entendu, accueilli la proposition favorablement, chacune espérant remporter, pour elle seule, le droit d'exploitation. Les foyers de la troisième catégorie, le gros de la troupe, n'avaient pas soulevé d'objection mais cela ne signifiait pas pour autant qu'ils étaient prêts à se contenter de la dizaine ou de la centaine de yuans que rapporterait le forfait d'exploitation à chaque famille. Ils espéraient qu'une famille avec laquelle ils étaient en bons termes remporte l'appel, puis ils feraient jouer leurs relations pour devenir actionnaires. Ce dont Tian Taixin ne se cachait pas :

Pendant l'assemblée générale, quand des voix se sont élevées pour réclamer un appel d'offres, ça aurait été gênant de dire non publiquement. Car c'était effectivement ce qu'il y avait de plus juste. Chacun allait percevoir quelque chose sur un bien appartenant à tous. Alors, sur le coup, on s'est dit qu'il n'y avait qu'à

21. « Enregistrements à PL », cassette n° 27, Li Daizhuan, équipe n° 6, 26 août 2003.

attendre : voyons qui décroche le forfait, et après, si on peut, on leur rachètera des parts²².

Si chacun poursuivait ainsi son raisonnement, l'équipe a agi, elle, de façon collective : personne n'a émis d'objection. C'est pourquoi, après avoir accepté, de manière tacite, que la propriété du « champ de fer » revienne à l'ensemble des membres de l'équipe, on en est arrivé à une nouvelle forme de distribution, reprenant un usage souvent observé dans les campagnes chinoises depuis vingt ans : le droit d'exploitation privé du champ allait être confié à une famille en échange du paiement d'un forfait d'exploitation, dont le montant serait distribué de façon égalitaire entre tous.

De l'opposition à l'alliance

La population de l'équipe est donc venue, avec des espoirs divers, assister à la réunion au cours de laquelle on allait procéder aux enchères. À force de renchérir, Feng Xuanmei, de la famille Feng, a fini par lancer le prix de 30 000 yuans, une somme astronomique pour des foyers dont le revenu annuel ne dépassait pas, en moyenne, les 1 000 yuans. Aussi, personne n'a plus rien ajouté, et l'affaire semblait réglée. Feng s'apprêtait à rentrer déjeuner chez lui avant d'aller remettre les 30 000 yuans à l'équipe de production lorsque le chef de celle-ci apparut soudain et annonça que Tian Cheng et « Tian le Quatrième » venaient tout juste de déposer 30 500 yuans chez lui. « Le Malicieux » commente ainsi ce revirement :

Les enchères, chez nous, ça se passe pas comme ailleurs : celui qui lance un prix ne l'emporte pas forcément. La réunion

sert à fixer le prix : ici, c'était 30 000. Après, c'est à qui paye le premier²³.

...
205

La famille Feng a refusé de se soumettre. Feng Xuanmei a accablé de reproches le chef de l'équipe, disant qu'il n'aurait jamais dû accepter l'argent des Tian, et il a même porté plainte auprès des dirigeants du village et du bourg : il exigeait que le chef de l'équipe rende l'argent reçu. Mais un autre événement imprévu s'est produit alors. Tandis que les deux familles se perdaient en discussions sans fin et que le forfait d'exploitation n'était toujours pas attribué de manière définitive, la discussion avait repris dans le « champ de fer », sous la responsabilité de Tian Taiwen, le fils aîné du chef de l'équipe de production. Interrogé sur ces tractations, ce dernier annonça soudain que son fils venait effectivement de verser les 30 000 yuans et de signer un contrat, en bonne et due forme, avec le village, contrat qui serait présenté sous peu aux Feng et aux Tian. La promesse de partager le bénéfice entre les membres de l'équipe de production a aussitôt été tenue : quel que soit leur âge, tous ceux qui étaient domiciliés dans l'équipe reçurent 100 yuans provenant des 30 000 yuans remis.

Le fait que cet argent ait été réparti de façon équitable signifiait que, dans leur ensemble, les villageois admettaient la validité de l'arrangement : Tian Taiwen exploitait le « champ de fer » ; l'égalité des droits était reconnue et concrétisée par les 100 yuans remis à chacun ;

22. « Enregistrements à PL », cassette n° 5, Tian Taixin, équipe n° 6, 7 août 2003.

23. « Enregistrements à PL », cassette n° 5, « le Malicieux », équipe n° 6, 7 août 2003.

il n'y avait plus rien à discuter. Si Tian Taiwen avait obtenu l'assentiment de l'équipe, c'était surtout, semble-t-il, en raison de ses relations avec le milieu de la pègre locale et en raison de la crainte qu'il suscitait²⁴. Quand les membres de l'équipe ont appris que c'était lui qui exploitait la ferraille restante, ils ont cessé d'espérer s'associer à l'affaire. Ils ont dû céder devant le fait accompli :

Si jamais après il refusait de payer en disant qu'il avait fait des pertes, qu'est-ce qu'on aurait osé lui dire ? Autant jeter nos billets à l'eau !²⁵

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle distribution des droits de propriété et d'exploitation semblait être reconnue et stabilisée. Cette unanimité n'était pourtant pas garante d'immuabilité. Les protagonistes ne cessant d'évoluer dans leur manière de voir les choses, il suffisait, en effet, d'un changement, même mineur, pour que l'équilibre, péniblement trouvé, soit ébranlé, pour que le consensus soit rompu et qu'il faille en construire un nouveau, sur des bases redéfinies comme acceptables et valides.

Les familles Tian et Feng étaient, bien évidemment, les plus choquées par le procédé. Pour Feng Xuanmei, ce n'était plus une question d'argent :

Le manque à gagner n'était pas grave mais nous avons perdu la face. Nous étions fermement décidés à lui barrer la route, par n'importe quel moyen²⁶.

Il est, par ailleurs, facile d'imaginer à quel point les membres de l'équipe devaient être déstabilisés par le spectacle de Tian Taiwen embauchant ses « frères » venus d'ailleurs

pour ramasser le fer. Alors qu'eux-mêmes n'avaient touché que 100 yuans par personne, les autres récupéraient tant de ferraille que leur revenu dépassait le millier de yuans.

Celui qui prendrait l'initiative n'aurait donc aucun mal à mobiliser les mécontents. Même si les choses avaient été décidées lors d'une assemblée générale, voir Tian Taiwen occuper seul le « champ de fer » et faire tous les jours un commerce dont le bénéfice net était d'au moins 1 millier de yuans a « réveillé »²⁷ la population. Les gens avaient pris conscience de ce que l'appel d'offres, censé profiter au départ à l'ensemble de la collectivité, permettait surtout à un individu de se remplir les poches. La décision d'attribuer le droit d'exploitation à Tian Taiwen, prise dans une situation faite de revirements et de conflits, semblait soudain être le fruit d'une intimidation par la violence plutôt que le fruit d'un désir exprimé de plein gré par l'équipe de production.

24. « C'est un type qui a fait de la prison. Il en avait pris pour sept ans mais venait d'être libéré avec un an d'avance. Depuis, son frère et son vieux ne traitaient plus les affaires de la même manière. Tenez, par exemple : dans notre équipe, Liu Sanwa, qui est toujours passé pour un dur, s'est pris de bec avec eux. Ils [Tian Taiwen et son frère Tian Taiwu] lui ont collé une raclée. Après ça, tout le monde avait peur. » (« Enregistrements à PL », cassette n° 11, Feng Xuanmei, équipe n° 6, 7 août 2003)

25. « Enregistrements à PL », cassette n° 5, Tian Taixin, équipe n° 6, 7 août 2003.

26. « Enregistrements à PL », cassette n° 11, Feng Xuanmei, équipe n° 6, 11 août 2003.

27. « Enregistrements à PL », cassette n° 24, « le Malicieux », équipe n° 6, 25 août 2003.

Entraînés par quelques personnes plus téméraires, et qui étaient particulièrement scandalisées par l'ampleur des bénéfices accumulés, les membres de l'équipe ont alors oublié la peur que leur inspirait Tian Taiwen. Son lien de parenté avec le chef de l'équipe ne faisait que renforcer leur conviction : le renverser, c'était participer à un juste combat contre la corruption des cadres. Sous la direction de Feng Xuanmei, ils se sont rendus en délégation chez le père de Tian Taiwen pour réclamer la convocation d'une assemblée générale et demander que « la justice soit la même pour tous ». À tour de rôle, ils sont également allés se plaindre aux dirigeants du bourg et du village, accusant le chef de l'équipe de népotisme et exigeant la tenue de nouvelles élections.

Tian Taiwen aurait parfaitement pu réprimer le mécontentement par la violence mais il s'est tenu le même raisonnement que « le Malicieux ». Les « sentiments humains », tels qu'ils sont compris dans la société rurale, le rendaient incapable d'assumer le coût d'un isolement total. De plus, si la récupération constituait un bénéfice à court terme, la position de son père (chef d'équipe) était un privilège qu'il n'eut guère été avisé de perdre. C'est pourquoi, face à une opposition unanime, et sous la pression des dirigeants du village et du bourg, il a renoncé à son droit un peu plus d'une semaine après avoir commencé l'exploitation²⁸. En n'y mettant que deux conditions : qu'on lui rende les 30 000 yuans versés, et que le fer qu'il avait collecté reste sa propriété. Malgré tout, il avait eu le temps de réaliser un beau bénéfice :

En sept jours²⁹, il a fait plus de 400 000 yuans de chiffre d'affaires. Combien il a personnellement gagné, personne ne sait, mais, sans doute, dans les 200 000 à 300 000 yuans³⁰.

Arrivés à ce point, les membres de l'équipe n° 6 ont enfin compris qu'il était impossible de tenir qui que ce soit à l'écart de cette source de revenu. Un consensus a pris forme : toutes les familles se sont vu attribuer le droit de participer, sur un pied d'égalité, à l'exploitation du « champ de fer » mais, soulignons-le, toujours à condition de payer un droit d'entrée de 5 000 yuans. En outre, une autre contrainte a été fixée : le foyer était considéré comme l'unité de base comptable, et chaque famille n'avait droit qu'à 1 action.

Ce règlement quelque peu surprenant correspond en réalité à une logique des droits de propriété tenant compte à la fois des principes valides et des possibilités et des besoins de chacun.

28. Feng Xuanmei reconnaît, lui aussi, qu'il a renoncé pour garantir la position de son père à la tête de la brigade : « Si j'avais semé la pagaille, mon père aurait perdu la face. Or le processus de redéveloppement n'en était qu'à ses débuts et on pouvait imaginer ce qu'il y aurait à en tirer quelques années plus tard. Comment, dans ces conditions, renoncer à la position de chef de brigade ? » (« Enregistrements à PL », cassette n° 11, Feng Xuanmei, équipe n° 6, 11 août 2003)

29. Les avis divergent sur la durée de cette exploitation, mais, en recoupant les différents discours, il semblerait que Tian Taiwen ait ramassé du fer pendant plus d'une semaine.

30. « Enregistrements à PL », cassette n° 22B, « le Malicieux », équipe n° 6, 25 août 2003.

En premier lieu : récupérer la ferraille, ce n'est pas comme cultiver les champs. Pour un paysan, cela impliquait certaines compétences : il fallait être capable d'organiser, de gérer et de négocier. La plupart des familles ne possédaient qu'une force de travail limitée et peu qualifiée. De ce point de vue, imposer une répartition égalitaire du droit d'exploitation entre tous aurait été injuste et inefficace. Les 5 000 yuans servaient en quelque sorte de garde-fou : il fallait éviter que tous, capables et moins capables, se mêlent de cette activité et lui nuisent. De plus, comme nous l'avons vu, les critères d'équité propres à la société rurale chinoise tendent vers un maximum d'égalité en fonction des droits de propriété collectifs acquis mais insistent aussi sur la nécessité de se soucier des plus démunis, ce que le dispositif mis en place illustre de manière éclatante en restreignant, par exemple, la participation à 1 action par famille. Comme nous l'a expliqué Li Daizhuan :

Bien sûr, si on attribuait 1 action maximum par foyer, c'était pour poser des limites. Si les gens avaient eu le droit de prendre autant d'actions qu'ils voulaient, ça n'aurait jamais marché car certains auraient eu trop de parts au moment du partage des bénéfices³¹.

Cette règle permettait d'imposer une restriction aux foyers aisés, lesquels se retrouvaient dans l'impossibilité de posséder trop d'actions et d'empocher une grosse part des dividendes. Elle permettait également aux plus défavorisés de se regrouper pour acheter 1 action en commun.

En second lieu, après avoir remboursé Tian Taiwen, l'équipe a décidé de ne pas réclamer les 100 yuans qui avaient été attribués à chaque habitant :

Parmi eux y avait des veuves et des orphelins, des gens qui n'auraient pas pu investir même en s'associant avec d'autres... Fallait bien qu'ils touchent un petit quelque chose... Eux aussi étaient membres de l'équipe³².

Le fait de ne pas réclamer les 100 yuans décernés lors de l'attribution du forfait constituait une attention spéciale à l'égard des individus et des foyers incapables de participer à l'entreprise. À part une minorité aisée, la plupart des familles n'étaient en mesure d'acquérir qu'une demi-action, pour 2 500 yuans. Aux plus pauvres, il ne restait plus qu'à servir de prête-nom aux plus riches pour l'achat d'une action supplémentaire, ou à se faire embaucher pour la collecte du fer (ce genre d'accord n'était, bien entendu, pas rendu public).

On voit ici, et la sagesse paysanne, et la souplesse du mode de distribution : même si l'élite de la communauté villageoise retirait une part plus substantielle des bénéfices, les paysans intermédiaires avaient l'occasion de tirer profit de cette activité et, dans une mesure encore plus grande, les pauvres n'étaient pas oubliés :

31. « Enregistrements à PL », cassette n° 27, Li Daizhuan, équipe n° 6, 26 août 2003.

32. « Enregistrements à PL », cassette n° 7, Tian Taixin, équipe n° 6, 7 août 2003.

Nous sommes tous de la même équipe.
On peut pas décider qu'untel a le droit
d'être riche mais pas tel autre³³.

Cet arrangement, qui prenait en compte les intérêts de chacun à différents niveaux, s'est révélé être le plus stable. Les 75 foyers de l'équipe de production ont acheté, en tout, 52 actions, pour un montant total de 260 000 yuans, dont les détenteurs, divisés en deux groupes, travaillaient à tour de rôle toutes les vingt-quatre heures. Chaque groupe a élu un chef, chargé du pesage, de l'inspection de la balance, de la tenue des registres, de la distribution de l'argent et de l'organisation des roulements. En raison du rôle éminent qu'ils avaient joué dans la lutte contre Tian Taixin, c'est Feng Xuanmei et Tian Cheng qui furent portés à la tête des deux groupes, lesquels se virent, en outre, confier, respectivement, la garde du patrimoine et la comptabilité³⁴.

Le système a fonctionné pendant environ six mois, jusqu'à ce que la réhabilitation des terrains soit achevée et que la gare soit sur le point de sortir de terre. Le rideau est alors tombé sur cette histoire de récupération du fer dans l'équipe de production n° 6³⁵.

Conclusion

L'analyse de cette affaire de récupération des riblons dans l'équipe de production n° 6 a montré comment une ressource, considérée comme n'ayant pas de propriétaire clairement défini, a fait l'objet d'un processus d'appropriation complexe qui a abouti à la formation d'un dispositif particulier, reconnu localement comme valide par les différents protagonistes.

Ce dispositif a emprunté ces traits au système de propriété collective de la terre, même s'il ne concerne pas des produits agricoles. Il a assis sa légitimité sur une multiplicité de principes économiques ancrés dans des registres différents mais aussi sur des obligations sociales envers ceux avec qui on cohabite comme envers les plus démunis du groupe. Il a reconnu la puissance conférée à certains, notamment du fait de leur prompt recours à la force, sans que néanmoins, au sein du groupe, celle-ci puisse devenir l'argument dominant.

Dans ce processus, les acteurs ont, certes, essayé de maximiser leur profit personnel, mais ils l'ont fait en tenant compte non pas des seuls critères économiques mais aussi de leurs compétences et capacités spécifiques et des liens entretenus avec autrui.

C'est l'importance de cette compréhension partagée, peut-être provisoire, atteinte au long d'un cheminement parcouru d'échanges et d'actions particulières, qui nous conduit à dire que les traits qu'empruntent des formes stabilisées comme les systèmes de propriété émergent des relations, reconnues comme valides,

33. « Enregistrements à PL », cassette n° 27, Li Dai-zhuan, équipe n° 6, 7 août 2003.

34. Si la comptabilité fut confiée à Tian Cheng, c'est très vraisemblablement parce que les gens croyaient qu'il avait de l'argent et qu'il ne risquait donc pas de détourner les fonds communs.

35. À la fin, les 5 000 yuans ont été rendus à chaque actionnaire, qui a reçu en prime 4 000 yuans, somme incluant les dividendes et la rémunération pour le travail physique accompli lors de la collecte.

qui s'établissent entre une pluralité d'acteurs, au-delà de la paire que constituent les propriétaires et les biens sur lesquels ils possèdent des droits. Les systèmes de propriété sont donc

bien des relations sociales avant d'être des droits.

Traduit du chinois par Sylvie Gentil

Bibliographie

Alchian, A. — 1965, « Some Economics of Property Rights », *Il Politico* 30 (4) : 816-829.

Alchian, A. et H. Demsetz — 1973, « The Property Rights Paradigm », *Journal of Economic History* 33 : 16-27.

Coase, R.H. — 1994, *Jingji shishang de jiegou he bianqian* (La structure et l'évolution de l'histoire économique). Pékin, Shangwuying shuguan.

Dahlman, C.J. — 1980, *The Open Field System and beyond : A Property Rights' Analysis of an Economic Institution*. Cambridge, Cambridge University Press.

Demsetz, H. — 1988, *Ownership, Control, and the Firm*. Cambridge, Basil Blackwell Inc.

Hwang, K. — 1992, « Face and Favor : The Chinese Power Game », *American Journal of Sociology* 4 : 944-974.

King, A. — 1994, « Kuan-his and Network Building : A Sociological Interpretation », *Daedalus* 120 (2) : 65-99.

North, D. — 1992, *Jingjishi shang de jiegou he bianqian* (Structure and Change in Economic History). Traduit de l'anglais par Li Yiping. Pékin, Shangwuying shuguan.

Résumé

Wang Hansheng et Shen Jing, *La formation des droits de propriété dans les campagnes chinoises*

En se plaçant dans une perspective sociologique, les auteurs s'intéressent au processus de formation des droits de propriété collectifs dans une communauté rurale de la province du Sichuan. À partir d'une affaire de récupération de ferraille sur des terres ayant appartenu à une équipe de production et ayant été réquisitionnées en vue de la construction d'une ligne de chemin de fer, les auteurs montrent que le processus d'appropriation dont il est question ici donne lieu à des accords successifs entre les différents protagonistes, qui prennent appui sur une multiplicité de principes jugés valides. Ces observations

Abstract

Wang Hansheng and Shen Jing, *The Formation of Property Rights in the Chinese Countryside*

From a sociological perspective, attention is turned to the formation of collective property rights in a rural area in Sichuan province. The case of a business that recuperates scrap iron on land that used to belong to a collective production team but has been seized for laying a rail line serves to show how this appropriation has led to successive agreements. These agreements among various parties are underlaid by several principles accepted as valid. This study leads us to qualify the theory of economists who maintain that property rights, once established, are stable.

nuencent la théorie de certains économistes selon laquelle, une fois établis, les droits de propriété auraient un caractère stable.

Mots clés

actionnaires, égalité en droit, équipe de production, prise de risques, province du Sichuan, « sentiments humains »

Keywords

shareholders, equality in the eyes of the law, production teams, risk-taking, Sichuan province, « human feelings »